



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2024- **08-29-0002**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**SAS LIEBHERR AEROSPACE TOULOUSE**

408 avenue des États-Unis

31016 TOULOUSE

création d'un restaurant d'entreprise, d'une aire technique et de deux parkings sur le site  
industriel exploité 455 chemin de La Femelle - 82370 CAMPSAS

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** les décrets modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de  
l'environnement (ICPE) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral  
n°04-824 du 31 décembre 2004 modifié par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2015 et l'arrêté  
préfectoral du 28 juillet 2023 autorisant la SAS LIEBHERR AEROSPACE TOULOUSE à  
exploiter sur le territoire de la commune de Campsas un site d'usinage de précision ;

**Vu** le dossier de « porter à connaissance » transmis par l'exploitant 3 juin 2024, relatif au  
projet de création d'un restaurant d'entreprise, d'une aire technique et de deux parkings ;

**Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 5 août 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 9 août 2024 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la réponse du demandeur transmises par courrier en date du 27 août 2024 sur le projet  
d'arrêté ;

**Considérant** que le projet d'adaptation susvisé ne constitue pas une extension devant  
faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article  
R.122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet susvisé entraîne une modification du classement de l'installation au titre de la nomenclature IOTA ;

**Considérant** que le projet susvisé n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, en particulier qu'il ne génère aucun impact significatif supplémentaire sur la consommation d'eau et la qualité des milieux aquatiques ;

**Considérant** que le projet susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser le tableau des activités de l'établissement ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST)

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er :**

L'exploitant, la SAS LIEBHERR AEROQPACE TOULOUSE dont le siège social est situé 408, avenue des États-Unis 31016 TOULOUSE, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées 455 chemin de la Femelle – 82370 CAMPSAS

### **ARTICLE 2 :**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°04-824 du 31 décembre 2004 sont abrogées.

### **ARTICLE 3 :**

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé est modifié et est ainsi rédigé :

« Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

<b>Rubrique ICPE</b>	<b>Libellé simplifié de la rubrique</b>	<b>Quantité autorisée</b>	<b>Régime (*)</b>
<b>2560-1</b>	Travail mécanique des métaux et alliages 2. Supérieur à 1 000 kW	3 050 kW	E
<b>2565-2.a</b>	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	13 500 l	E
<b>1185.2.a</b>	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement 2.a. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	850 kg	DC
<b>2561</b>	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages	-	DC

<b>2563.2</b>	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant :	1 250 litres	DC
<b>2565.4</b>	2. Supérieure à 500 litres, mais inférieure ou égale à 7 500 litres Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque	655 l	DC
<b>2940-2.b</b>	2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/	42 kg/j	DC

(\*) E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

<b>RUBRIQUE IOTA</b>	<b>Libellé simplifié de la rubrique</b>	<b>Quantité autorisée</b>	<b>RÉGIME (*)</b>
<b>2.1.5.0</b>	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface totale 17,49 ha	D
<b>2.1.1.0</b>	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales :	315 EH Soit à raison de	D
<b>3.3.1.0</b>	2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	60 g de DBO5/EH : 18,9 kg de DBO5/j Surface zone humide détruite : 0,968 ha	D

(\*) D (Déclaration) »

#### ARTICLE 4 :

L'article 2.2.3 « Gestion des Eaux » de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé est modifié et est ainsi rédigé :

- « 1. Les eaux pluviales et sanitaires du site sont gérées conformément aux différents dossiers déposés, et en dernier lieu celui déposé le 3 juin 2024.
- 2. Les eaux de process sont collectées et envoyées comme déchets vers des installations autorisées pour traitement. »

## **ARTICLE 5 :**

L'article 2.2.3.1 « station d'assainissement » est ajouté entre les articles 2.2.3 et 2.2.4 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé, et est ainsi rédigé :

« 1. La station d'assainissement de l'usine de Liebherr Aerospace Toulouse de Campsas se situe 455, chemin de la Femelle, sur les parcelles OD 52,55 et 56 sur le territoire de la commune de Campsas.

Sa capacité de traitement est de 315 équivalent-habitant. Son débit de référence est de 28,7 m<sup>3</sup>/j.

2. La filière de traitement est une station de traitement biologique précédée d'un bac à graisse et suivie d'une zone de rejet végétalisée (ZRV).

3. Le rejet s'effectue dans un fossé affluent de la masse d'eau « Rieu Tort » FRFRR315B\_13.

Le rejet de la station d'épuration respecte les concentrations maximales suivantes :

- DBO5 : 30 mg/l
- DCO : 125 mg/l
- MES : 40 mg/l.

Le rejet s'effectue dans une Zone de Rejet Végétalisée avant de rejoindre un fossé puis le Rieu Tort. Aucun rejet ne s'effectue dans le Rieu Tort en période estivale.

La zone de rejet végétalisée ou zone d'épandage végétalisée est en mesure d'évapo-transpirer le volume rejeté en période d'étiage afin de ne pas rejeter d'azote et de phosphore (et les dérivés) dans la masse d'eau.

Le rejet de la ZRV est aménagé de manière à permettre un prélèvement instantané et une mesure de débit.

Une mesure d'autosurveillance de 24 heures est réalisée tous les deux ans.

Les données au format SANDRE sont déposés sur portail national VERSEAU (<https://eau.agriculture.gouv.fr/verseau/>) .

Les mesures de sortie du système de traitement se situent à l'aval de la station de traitement biologique.

Un bilan annuel de fonctionnement est transmis tous les ans au service de police l'eau par courriel à l'adresse : ddt-sebsdpe@tarn-et-garonne.gouv.fr

Un exemplaire du cahier de vie est transmis avant la mise en service du système de traitement au service de police l'eau par courriel à l'adresse : ddt-seb-sdpe@tarn-et-garonne.gouv.fr

Le suivi de l'entretien de la zone de rejet végétalisée est mentionné dans le cahier de vie et le bilan annuel de fonctionnement.

Le système de collecte est réceptionné, des tests d'étanchéité sont réalisés. »

## **ARTICLE 6 :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 7 :**

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 8 :**

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la

préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera communiquée à la directrice départementale des territoires, au chef de l'unité interdépartementale de la DREAL Occitanie ainsi qu'à la maire de Campsas et notifiée au directeur général de la SAS LIEBHERR AEROSPACE TOULOUSE.

Fait à Montauban, le **29 AOUT 2024**

Le préfet  
Pour le préfet,  
La secrétaire générale.



Edwige DARRACQ

#### Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 LA DÉFENSE. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.